

TRANSITION DÉMOCRATIQUE ET MUTATIONS INSTITUTIONNELLES

À la suite de ses manifestations du 4 février (*La question autoritaire au prisme des sciences sociales*) et du 29 mars (*Constitutions et révolutions*), l'IRMC a organisé le 20 mai une table ronde sur *Transition démocratique et mutations institutionnelles*.

Sana Ben Achour (juriste, Faculté des sciences juridiques et politiques de Tunis) a traité du *Rôle du droit constitutionnel dans les transitions démocratiques*. Elle distingue trois registres de modification constitutionnelle mobilisés en réponse aux soulèvements populaires. Le premier pour désamorcer la contestation sociale, au Yémen « sous le signe de la présidence à vie », en Syrie « pour sauver le clan au pouvoir », à Oman face au sultanat sans contre-pouvoir. Le second « comme outil de démocratisation dans un cadre immuable », au Maroc dans une « démocratisation par le haut » et en Jordanie afin de « renforcer la vie parlementaire et politique ». Le troisième « comme nouvelle ressource de légitimation », en Egypte autour d'une révision constitutionnelle et en Tunisie dans la rupture. Le cas tunisien témoigne d'une volonté de suspendre la constitution, et de s'en remettre à une légitimité justifiée par ses seuls objectifs incarnés par des commissions dont celle pour la réalisation des objectifs de la révolution, des réformes politiques et de la transition démocratique.



© Des Nouvelles Du Front (<http://dndf.org>)

Anna Krasteva (politologue, Nouvelle université bulgare de Sofia), a traité de *L'émergence d'une citoyenneté post communiste*. Elle a décrit les modalités de l'engagement communiste considéré non comme un droit mais comme un devoir (on doit être heureux, la mélancolie est bannie). Le communisme ayant concentré les droits sociaux et marginalisé les droits politiques et civils, le citoyen n'y a pas la liberté de se désengager. Ont été évoqués les deux fleurons du post communisme : le désengagement (abstention, apathie, non-participation comme droits et libertés) et la jubilation politico-affective de la liberté, passant de la citoyenneté publique ascendante à la citoyenneté privée descendante. L'individualisme post communiste dessine plusieurs types de leaders : le charismatique allié du peuple, l'extrémiste xénophobe, l'adulte *self made man*. Et l'engagement s'incarne dans un mimétisme des sociétés de l'ouest et de la référence à une « société civile ».

Imed Melliti (sociologue, Institut supérieur des sciences humaines de Tunis) discuta les « passerelles » entre les interventions à travers quelques caractéristiques des pays arabes : des régimes autoritaires, idéologiquement affaiblis, en proie au gigantisme de leurs appareils partisans devenus des coquilles vides, défailants pour la redistribution économique et sociale (d'où un chômage endémique), et avec un maillage associatif au service du pouvoir politique. Il posa la question du droit comme possible régulateur du conflit dans le passage de l'avant à l'après révolution, où la citoyenneté se négocie entre l'engagement individuel et la surproduction de leaders contre le citoyen, entre plus ou moins d'État et de social.

Lors du débat, l'accent a été mis sur les similitudes (surveillance, culte de la personnalité) et les différences (embrigadement politique) entre les sociétés de l'Est et la Tunisie. Il fut question de l'effondrement des structures de l'État ainsi que du manque de visibilité du rôle des jeunes dans l'actuelle mobilisation politique. On évoqua le tiraillement de la société tunisienne entre le mode de l'unité issu du consensus sur la suspension constitutionnelle, les principes d'universalité démocratique et les références aux valeurs d'un passé surinvesti. Avec l'espoir que le débat pour la constituante lui permette de redéfinir son projet et ses valeurs.

Pierre-Noël DENIEUIL

Deuxième rencontre du programme de recherche de l'IRMC - TUNIS les 24 et 25 juin 2011

MOUVEMENTS SOCIAUX EN LIGNE, CYBER ACTIVISME ET NOUVELLES FORMES D'EXPRESSION EN MÉDITERRANÉE

La deuxième rencontre du programme de recherche de l'IRMC : « Communication virtuelle par l'Internet et transformations des liens sociaux et des identités en Méditerranée » sur le thème *Mouvements sociaux en ligne, cyber activisme et nouvelles formes d'expression en Méditerranée*, a été organisée à Sidi Bou Saïd (Tunis), les 24 et 25 juin 2011 avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères et de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Elle a réuni une vingtaine de chercheurs appartenant à des aires géographiques différentes (la France, la Belgique, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Canada, l'Espagne et l'Italie) et à des champs disciplinaires divers (la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, les sciences de l'information et de la communication, les sciences culturelles et les sciences politiques).



L'IRMC a placé la question des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) au centre de ses intérêts depuis 2000 avec la mise en place de programmes de recherche sur les économies numériques et l'institutionnalisation des

NTIC dans la mondialisation. Il privilégie depuis une perspective plus sensible aux pratiques sociales et aux usages des médias de l'information et de la communication, en s'intéressant aux logiques et aux stratégies des différents acteurs sociaux. Cette réflexion s'inscrit dans une mise en réseau avec d'autres institutions universitaires et de recherche, au Maghreb, en Méditerranée et en Europe ainsi qu'au Canada, dans le cadre d'un projet CNRS de GDRI (Groupement de Recherche International) sur : « Communication, médias et identités en Méditerranée. Nouveaux supports, nouvelles pratiques ».

Les questions abordées sont parties de plusieurs constats qui caractérisent la mondialisation et s'appliquent particulièrement aux mouvements contestataires qui ont marqué la Tunisie et l'Égypte, puis le Maroc, la Lybie et l'Algérie. Le premier est que

l'Internet, avec sa panoplie de réseaux sociaux, et notamment sa blogosphère, ouvre des espaces légitimes de participation, de revendications ou de protestations. Le second est que les cyber-citoyens parviennent ainsi, en relais des médias, à orienter à distance l'opinion publique et à agir sur la réalité sociale. Le troisième est qu'il en ressort de nouvelles formes d'engagement politique, produisant un nouvel espace public d'expression et de participation au quotidien. Plusieurs résultats ont pu être formulés :

1. Les révolutions et les mouvements contestataires qu'ont connus les pays du Maghreb et du monde arabe portent l'empreinte des NTIC et des réseaux sociaux (par le Net agora, le cyber agora) qui ont favorisé l'élargissement de la sphère publique à la « rue » qui s'est imposée comme un espace d'expérimentation et de reconfiguration du politique auparavant maîtrisé par les seuls régimes en place.

2. L'Internet est apparu comme un espace alternatif ayant favorisé la politisation des jeunes. En ce sens, la censure exercée par les régimes totalitaires a été présentée comme

étant l'un des aspects essentiels qui ont largement contribué à la politisation des jeunes internautes (à l'intérieur et à l'extérieur des pays concernés) et au renforcement des mouvements protestataires, certes investis par les jeunes mais toutefois non exclusifs à leur classe d'âge.

3. L'usage des outils informatiques permet aux acteurs sociaux d'accéder à un nouvel espace de liberté d'expression et d'agir en tant que sujet et non plus assujéti. Ainsi l'accent a été mis, à partir de ces dispositifs d'information et de communication, sur le processus de construction de nouveaux univers publics favorisant l'émergence d'un pouvoir citoyen (*empowerment*).

4. Tout en admettant que l'Internet (via Facebook ou twitter) n'est pas le fondateur de la révolution tunisienne et des mouvements sociaux qui traversent le monde arabe, les participants ont toutefois reconnu son rôle de facilitateur et « d'instrument ». Son usage s'est avéré celui d'un nouvel outil pour la mobilisation sociale, correspondant à des formes encore inédites, de revendication, de participation des sociétés civiles, voire de militantisme.

5. Les mouvements sociaux en ligne ont constitué un point de jonction entre le local et le global. En effet, les NTIC permettent aux cyber-activistes d'accéder à des réseaux transnationaux de militants et de placer les questions et les revendications locales dans un contexte global et international d'information, d'interpellation et de soutien à leurs mouvements.

Cette manifestation conforte l'IRMC dans ses objectifs de traiter des questions d'actualité qui interpellent les chercheurs en SHS, suite aux mutations politiques et sociales qui touchent la région méditerranéenne et le monde arabe.

Outre la richesse des réflexions ci-dessus résumées, cette rencontre a permis d'initier une première mise en réseau de chercheurs méditerranéens appartenant à des disciplines diverses et à des générations différentes autour des questions relatives aux mouvements sociaux en ligne, aux révoltes numériques et au cyber activisme. Une publication des actes et des débats prévue pour fin 2011, viendra concrétiser cette initiative.

Sihem NAJAR

IRMC INFOS

Départs de l'IRMC

Noureddine Amara, doctorant en histoire dont la thèse sous la direction de Patrick Weil s'intitule « *Histoire de la nationalité algérienne, la constitution d'une nationalité post-coloniale dans les pays du Maghreb* » a quitté l'IRMC en septembre 2011 après deux ans de Bourse d'aide à la Mobilité (BAM).

Emilie Goudal, doctorante en histoire dont la thèse sous la direction de Thierry Dufrêne s'intitule « *La France face à son histoire : les artistes contemporains et la guerre d'Algérie de 1954 à nos jours* » a quitté l'IRMC en septembre 2011 après deux ans de Bourse d'aide à la Mobilité (BAM).

Yann Le Mouel, webmaster-informaticien, quitte l'IRMC en novembre 2011 après deux ans de présence à l'Institut en tant que volontaire international en administration.

Arrivées à l'IRMC

Pauline Derlon Cordina, documentaliste, est arrivée à l'IRMC depuis mai 2011 dans le cadre d'un volontariat international en administration.

Mohamed-Chérif Ferjani, Professeur des Universités à l'Université Lumière-Lyon 2 et à l'IEP de Lyon 2, chercheur au Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO). Il est actuellement chercheur à l'IRMC en délégation CNRS, où il y coordonne le programme : « *Épistémologie des religions / Religions et processus de démocratisation* ».

Nadia Benalouache est doctorante en géographie à l'université Aix-Marseille/ université de Sfax. sa thèse, sous la direction de Sylvie Daviet et de Ali Bennis, s'intitule « *Nouvel entrepreneuriat et dynamisme transméditerranéen dans le secteur des énergies renouvelables en Tunisie* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC en tant que boursière d'aide à la mobilité (BAM).

Irène Carpentier est doctorante en géographie à l'université de Paris 7. Sa thèse sous la direction de Alia Gana s'intitule : « *Le développement territorial durable, analyse comparée sur les oasis du sud tunisien (Chenini, Tozeur)* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC en tant que boursière d'aide à la mobilité (BAM).

Saïd Ghedir est doctorant en sociologie à l'université de Franche-Comté. Sa thèse s'intitule : « *Représentation de la violence scolaire chez les élèves et les PLC (professeurs des lycées et collèges) en milieu urbain sensible* ». Il a rejoint l'IRMC pour une Bourse Moyenne Durée depuis l'Algérie (partenariat IRMC/ SCAC Ambassade France en Algérie).

Nadia Kerdoud est doctorante en géographie à l'université de Caen. Sa thèse s'intitule : « *Les centralités périphériques dans les villes de l'Est algérien* ». Elle a rejoint l'IRMC pour une Bourse Moyenne Durée depuis l'Algérie (partenariat IRMC/ SCAC Ambassade France en Algérie).

Djaouida Lassel est doctorante en sociologie à l'Université de Provence. Sa thèse s'intitule : « *L'action des associations féminines en Algérie* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC pour une Bourse Moyenne Durée (BMD).

Zakia Setti est sociologue, elle est enseignante chercheuse à l'Université Alger2-CREAD. Sa thèse s'intitule « *Problématique de la croissance des petites et moyennes entreprises algériennes* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC pour une Bourse Moyenne Durée (BMD).

Maha Abdelhamid est doctorante en géographie sociale, à l'université de Nanterre, Paris X. Sa thèse s'intitule : « *L'habitat informel dans la ville de Gabès, extensions urbaines, marginalisations sociales et spatiales et dégradation de l'environnement* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC pour une Bourse Courte Durée (BCD).

Anne-Laure Dupont est Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV), elle a passé un mois en accueil scientifique à l'IRMC dans le cadre de sa recherche sur « *Culture réformatrice à Tunis à la fin du XIX^e siècle* ».